

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 21/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS LEFORSAS

Le Maine Vignoux
24320 Champagne-Et-Fontaine

Références : DiPa/UbD24-47/019/2025
Code AIOT : 0005202945

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement SAS LEFORSAS implanté Claud du Peyrissou 913 Route des Etangs 24320 La Tour-Blanche-Cercles. L'inspection a été annoncée le 06/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant sollicite une prolongation simplifiée de l'autorisation de 2 ans.
Cette visite s'inscrit dans le cadre de cette demande.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS LEFORSAS
- Claud du Peyrissou 913 Route des Etangs 24320 La Tour-Blanche-Cercles

- Code AIOT : 0005202945
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'autorisation d'exploiter porte sur le territoire de la commune de Cercles, au lieu-dit « Le Claud de Peyrissou », sur une partie (3ha 20a) de la parcelle cadastrée dans la section W sous le n° 318, d'une superficie totale de 8ha 41a. La production maximale annuelle autorisée de matériaux à extraire est fixée à 4 000 tonnes.

L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans soit jusqu'au 27 novembre 2026 remise en état incluse.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a pour projet de prolonger la durée d'exploitation et d'étendre le périmètre de la carrière, notamment sur la parcelle W506, prolongement de la carrière autorisée.

Par délibération du 7 octobre 2021, le conseil communautaire du Périgord Ribéracois a approuvé à son PLUi-H, les parcelles autorisées et celles de l'extension sont classées en zone A (agricole). Par arrêté du 3 avril 2024, la Communauté de communes, a engagé une procédure de modification simplifiée du PLUi-H afin de procéder à plusieurs modifications, notamment :

Rectification d'une erreur matérielle : Zonage A (agricole) à remplacer en Nc (Naturelle carrières) sur la commune de la Tour Blanche-Cercles sur les parcelles W 487, W 509, W 506, W, au lieu-dit Le Claud de Peyrissou (913 route des Etangs).

À ce jour, l'arrêté prescrivant la modification n°3 n'est pas publié. Si les parcelles objet de l'extension sont compatibles avec l'exploitation de carrières, un dossier d'autorisation prolongation / extension sera déposé par l'exploitant.

Afin de permettre le lancement des études et l'instruction du dossier, une prolongation simplifiée de l'autorisation actuelle sera proposée au préfet de la Dordogne.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/11/1996, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 27/11/1996, article 2	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 04/07/2018, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a consisté en une réunion afin d'examiner les suites données à la demande de prolongation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/1996, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Production - GERP
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploiter porte sur la parcelle cadastrée dans la section W sous le numéro 318. La superficie globale approximative de la parcelle s'élève à 8 ha 41 a. La superficie réellement exploitée est de 3 ha 20 a, conformément au plan parcellaire joint au présent arrêté. Le tonnage total à extraire est de 164 000 tonnes. Le tonnage maximal annuel de matériaux à extraire est de 4 000 tonnes.
Constats : Le compte GERP a été actualisé et les déclarations relatives aux années d'exploitation 2022 et 2023 ont été faites dans GERP; les tonnages maximum ont été respectés au regard de ces déclarations. L'activité 2024 doit être déclarée dans GERP avant le 31 mars 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/1996, article 12
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi par l'exploitant et mis à jour au moins une fois par an. Sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords dans un rayon de 50 mètres,• les bords de fouille,• les courbes de niveau et les cotes d'altitude des points significatifs,• les zones remises en état,• la position des constructions, ouvrages ou infrastructures
Constats : La plan exploitation n'a pas été actualisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection un plan d'exploitation datant de moins de 1 an et

comportant l'ensemble des informations mentionnées. La profondeur d'exploitation limitée à la côte minimale de 132m NGF doit être vérifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2018, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Garanties Financières
Prescription contrôlée : L'article 15.1 de l'arrêté préfectoral du 6 août 2007 relatif à la constitution de garanties financières est modifié comme suit : - 3ème période : du 18 décembre 2023 au 17 décembre 2026, pour un montant de 19 801 euros.
Constats : Les garanties financières sont à jour. Attestation valable jusqu'au 17/12/2026
Type de suites proposées : Sans suite